



## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le **16 NOV. 2008**

DIRECTION  
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

SOUS-DIRECTION  
DES MISSIONS DE PROTECTION JUDICIAIRE  
ET D'ÉDUCATION

### NOTE

A

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux de  
la protection judiciaire de la jeunesse,

Mesdames et messieurs les directeurs  
départementaux de la protection judiciaire de la  
jeunesse,

### **Objet : Statut juridique des œuvres d'art réalisées par les mineurs au sein des établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse**

Les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse ont développé depuis plusieurs années dans leurs projets pédagogiques le recours à la création d'œuvres d'art par les mineurs qu'ils prennent en charge. Ce média éducatif permet au mineur, selon une pédagogie dite « du détour », de travailler l'image de lui-même et des autres dans un objectif de reconstruction personnelle, d'exprimer des émotions autrement que par la violence, à travers la création artistique. Cette démarche s'inscrit dans les missions dévolues à la PJJ en faveur de l'insertion sociale, scolaire et professionnelle des mineurs sous protection judiciaire.

Ces pratiques éducatives intéressantes nécessitent que soit précisé le statut juridique des productions artistiques réalisées par les mineurs au sein des établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse. En effet, diverses dispositions du droit de la propriété intellectuelle sont applicables et leur connaissance mérite d'être diffusée aussi largement que possible auprès des intéressés.

\*\*\*\*\*

La création d'œuvres par un mineur lui ouvre de façon exclusive la titularité du droit d'auteur, y compris dans l'hypothèse où il produit cette œuvre alors qu'il fait par ailleurs l'objet d'une mesure de placement dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Par « œuvres », il faut entendre : les œuvres littéraires (écrites ou orales, scientifiques, techniques...), artistiques (arts plastiques, œuvres graphiques, arts appliqués, mode, œuvres d'architecture, photographies, chorégraphies, cirque, œuvres audio-visuelles...), musicales (compositions musicales...)...

Par « auteur », il faut comprendre celui dont la personnalité s'est exprimée dans l'œuvre. Cette qualité ne peut donc être reconnue ni à celui qui se limite à fournir l'idée ou le thème de la création, ni à celui qui donne des conseils (auteurs « intellectuels »). A l'inverse, cette qualité ne peut non plus être reconnue ni au simple exécutant matériel qui se contente de suivre des instructions à la lettre, à partir du moment où le respect de ces instructions le prive de sa liberté de création, ni à celui qui reproduit une création existante avec seulement quelques modifications de détail.

Ainsi, par exemple, lorsqu'un modèle de tableau ou de sculpture est fourni à un mineur pris en charge pour être reproduit scrupuleusement, le mineur ne peut être considéré comme un « auteur ». Il en va différemment si le mineur s'inspire du modèle pour créer son « œuvre » propre ou lorsqu'une technique est enseignée à un mineur et qu'il se l'approprie pour en faire une création qui lui est personnelle.

Par ailleurs, dès lors qu'il y a interaction entre le concepteur (de l'idée) et le réalisateur (qui le met en œuvre), le premier n'apportant pas qu'une simple idée mais de la matière brute qui sera retravaillée par le réalisateur, l'un et l'autre sont coauteurs d'une œuvre de collaboration. Il faut dans ce cas qu'ils fassent chacun la preuve d'une réelle liberté dans la création, qu'ils puissent démontrer chacun la personnalisation de l'œuvre.

La titularité du droit d'auteur ab initio ne peut être contractuellement aménagée. Le fait que la création soit réalisée à l'occasion d'un cours obligatoire, dans un cadre judiciaire contraint, n'a aucune incidence sur l'existence d'un droit d'auteur.

Pour bénéficier de la protection liée au droit d'auteur, la création doit revêtir certaines qualités pour être considérée comme étant une œuvre : procéder d'une activité créative c'est-à-dire résulter d'une intervention humaine consciente, qui modifie le réel ; présenter une forme perceptible ; être originale. Le critère pertinent est celui de l'originalité de l'œuvre, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément le cas de tout ce qui est créé. Pour qu'il y ait « originalité » au sens du droit d'auteur, il faut et il suffit que l'œuvre soit emprunte de la personnalité de son créateur, qu'elle exprime le caractère unique de ce dernier. Il doit s'agir d'une nouveauté propre à son auteur, celle que seul un créateur déterminé a pu imprégner à une œuvre.

La reproduction (exemple : la reproduction dans un ouvrage, la vente de copies, photographie, poster ou carte postale...) ou la représentation de ces œuvres (exemple : exposition publique, reportage en radio, télévision...) ne sauraient être faites sans l'accord du mineur et de ses représentants légaux, en application de l'article L 132-7 alinéa 2 du code de la propriété intellectuelle, qui régit le contrat d'exploitation (« celui qui exploite l'œuvre doit obtenir le

consentement tant de l'incapable que de son représentant légal »). Faute d'accord de l'auteur mineur et de ses représentants légaux, le contrat est susceptible d'être annulé.

La cession (vente) du droit d'auteur sur l'œuvre est possible. Elle prend la forme d'une convention sur les droits d'auteur passée entre un mineur pris en charge en application d'une décision judiciaire, un professeur d'art, le cas échéant, et l'établissement auquel le mineur est confié. Elle est valable uniquement si elle porte sur les droits d'exploitation de l'œuvre (droit de reproduction et droit de représentation, qui constituent les deux branches du volet patrimonial du droit d'auteur), si la cession est constatée par écrit et si une rémunération est prévue pour l'auteur.

Par application de l'article L 131-3 du code de la propriété intellectuelle, la convention écrite portant cession du droit d'auteur doit stipuler de manière distincte chacun des droits faisant l'objet d'une cession. La rémunération doit être proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou aux produits de l'exploitation, ou forfaitaire (article L 131-4 du code de la propriété intellectuelle). La cession à titre gratuit est juridiquement possible mais doit être entourée de nombreuses garanties s'agissant d'un mineur, car il faut être en mesure de prouver qu'il a une claire conscience de la libéralité qu'il consent.

La vente de la propriété physique de l'œuvre est également possible. Là encore, il sera indispensable d'obtenir l'accord du mineur et de ses représentants légaux. Enfin, cette vente n'empêchera pas le mineur d'exploiter lui-même son œuvre (photos, cartes postales...), l'article L 111-3 du code de la propriété intellectuelle disposant, en effet, que la propriété incorporelle est indépendante de la propriété de l'objet matériel : les droits d'auteur subsistent en la personne de l'auteur.

*> En pratique : Si le mineur crée une œuvre, il est titulaire du droit d'auteur sur cette dernière, quel que soit le cadre de la création. A partir du moment où cette création est susceptible de recevoir une valeur marchande, elle peut faire l'objet d'une exploitation, mais celle-ci ne peut être réalisée à la seule initiative de l'établissement auquel le mineur est confié, qui n'est pas titulaire du droit d'auteur. Il convient en effet que l'établissement gardien propose au mineur et à ses parents la signature d'un contrat d'exploitation, recueille leur accord et prévoie une rémunération pour l'auteur. Enfin, le mineur est titulaire de la propriété physique de sa création artistique. Il peut en disposer librement mais l'accord de ses représentants légaux sera nécessaire en cas de vente. Cette vente de l'objet créé n'entraîne pas nécessairement la cession des droits d'auteur, qui permettent l'exploitation de l'œuvre.*

\*\*\*\*\*

Par ailleurs, le mineur qui interprète une œuvre, par exemple en enregistrant une chanson ou en jouant une pièce de théâtre qui est filmée puis diffusée, est également titulaire d'un droit voisin du droit d'auteur, dont l'exploitation est conditionnée par un formalisme proche de celui du droit d'auteur évoqué ci-dessus.

Le sous-directeur des missions  
de protection judiciaire et d'éducation  
  
Damien MULLIEZ